

AFGHANISTAN

L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES NE TOMBERA PAS DANS LE PIÈGE DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME »

Les terribles attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis il y a 20 ans ont déclenché une « guerre contre le terrorisme », expression qui comprend de nombreux pièges. A chaque étape de cette guerre sans fin, l'Union syndicale Solidaires n'a cessé de rappeler ses valeurs humanistes, anticoloniales et pour la justice.

Au nom de cette « guerre », nos libertés fondamentales sont grignotées petit à petit, mais ce fut surtout l'occasion pour les puissances occidentales et leurs alliés de se lancer dans une nouvelle forme de colonisation, en s'autoproclamant « gendarmes du monde », en Irak, Afghanistan, Syrie, Libye, ou Mali. La plupart de ces pays ont été détruits, causant des millions de mort.es, de réfugié.es et une pauvreté extrême. Au passage, leurs ressources ont cyniquement été placées sous tutelles occidentales.

Au départ de chacune de ces guerres, l'Union syndicale Solidaires s'est opposée à l'usage de la force et aux prétextes mis en avant. Non, le but n'était pas de combattre le terrorisme, et d'ailleurs ces guerres n'ont fait que le renforcer, en témoignent les attentats de ces dernières années en France. Nulle part la démocratie n'a été instaurée, ni le sort des populations locales amélioré.

Au contraire, en Afghanistan, le manque d'accès à l'eau et aux médicaments est toujours aussi dramatique. Les exactions et les bombardements américains, en particulier par drones, et jusqu'au dernier jour de leur présence, ont fait 250.000 mort.es dont plus de 70.000 civil.es, détruisant des hôpitaux et touchant même des mariages. La « guerre contre le terrorisme » a été le prétexte pour fouler aux pieds les droits des prévenu.es, par la construction de prisons secrètes, à Guantánamo mais aussi ailleurs, y compris en Europe. En plus de dénoncer les violations des droits humains par les Talibans, ne faudrait-il pas dénoncer aussi fermement et unanimement ces crimes commis par des armées occidentales ? Quand est-ce que George W. Bush, Tony Blair ou Nicolas Sarkozy seront poursuivis pour crimes de guerre ?

Dès le mois de décembre 2001, l'Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes (Rawa, qui existe depuis 1977) se réjouissait de la chute des Talibans en Afghanistan, tout en dénonçant l'Alliance du Nord du commandant Massoud mise au service des forces américaines. Rawa dénonçait leur implication dans des viols massifs et ridiculisait leur prétention à défendre la démocratie et le droit des femmes dans un nouveau gouvernement imposé par les forces d'occupation. Elle rappelait que « la fin de l'obligation humiliante de porter la burqa ne saurait suffire à prouver un véritable changement de mentalité quant aux droits et aux libertés des femmes ». En mars 2002, Rawa prédisait déjà l'échec d'une guerre qui ne serait que militaire, la corruption du gouvernement mis en place, et appelait le peuple afghan à se soulever contre tous les fondamentalistes. Par la suite, Rawa est restée mobilisée contre l'occupation militaire étrangère de l'Afghanistan. Nous avons participé par deux fois au début des années 2000 à des tournées d'information en France d'une militante de Rawa. R

Reprendre une telle initiative serait sans doute un soutien concret à celles qui luttent pour le droit des femmes en Afghanistan depuis longtemps et l'ont fait sous l'occupation soviétique, sous le règne des Talibans, et sous l'occupation américaine. Aujourd'hui encore, Rawa appelle au renforcement de la lutte du peuple en Afghanistan contre la barbarie (1).

L'Union syndicale Solidaires appelait donc au retrait des troupes étrangères et n'était pas dupe d'un discours « pour les femmes afghanes », procédé qualifié de « fémonationaliste » qui instrumentalise le féminisme à des fins racistes, et qui a justifié en partie l'occupation de l'Afghanistan par les États-Unis. Nous n'oublions pas le sort des hommes afghans, et nous nous méfions de ces discours qui ne se concentrent que sur le sort des femmes, et singulièrement de leurs vêtements. Ces discours d'une hypocrisie cynique faisaient sourire, d'autant plus que les « femmes saoudiennes » ou les femmes mexicaines dans les camps de détention au Texas, pour ne prendre que quelques exemples, n'avaient pas droit à la même sollicitude. Selon une étude de BuzzFeed (2), si des enfants afghans, notamment des filles, ont vu leur accès à l'éducation amélioré jusqu'à 2005, les chiffres avancés ont été gonflés et, petit à petit, la plupart des écoles construites ont été abandonnées.

Le peuple afghan, ses femmes et ses hommes, est l'un de ceux qui a subi le plus de tragédies et de conflits impérialistes au 19e, 20e et 21e siècle. Mais avec le temps, l'Afghanistan a quitté la Une des journaux, et la propagande américaine a fait son œuvre. Vingt ans plus tard, voici que les « femmes afghanes » reviennent opportunément dans les médias et qu'elles ne font plus sourire. Il convient pourtant de rappeler nos valeurs fondamentales :

Une armée coloniale ne peut ni de doit libérer un peuple à sa place. Comme l'armée française n'avait rien à faire au Viet Nam ou en Algérie, comme elle n'a rien à faire au Mali ou dans « nos dernières colonies », l'armée américaine n'avait rien à faire en Afghanistan et nous ne pouvons que nous réjouir de leur départ, après 20 ans de ruine. Nous exigeons la fin de toute intervention militaire après la crise actuelle

Tout comme l'occupation américaine de l'Afghanistan s'est soldée par un fiasco, celle du Mali par la France ne mènera à rien, sinon plus de morts et de destruction du tissu social. Par cohérence, nous exigeons donc également le retrait de toutes les troupes militaires françaises au Sahel, l'interdiction de la production et de la vente de matériel de guerre. La France ne peut pas s'enrichir sur le sang des victimes à travers le monde.

Nous nous opposons avec la Marche Mondiale des Femmes à « toutes les formes de violence et d'actes terroristes commis dans le monde, ce qui inclut les pratiques des pays telles que les guerres dites humanitaires ou de basse intensité, leurs attaques contre la démocratie et la souveraineté des peuples, les blocus économiques, les occupations colonialistes, les politiques sionistes, l'oppression raciste et patriarcale. Nous savons par expérience que ce sont les femmes et les enfants qui sont les premières victimes, avec les populations pauvres et les communautés racisées, de tout conflit armé. Nous avons connu les conséquences des interventions militaires des forces de l'OTAN et aujourd'hui, le désengagement irresponsable des troupes américaines montre que le peuple afghan vit dans une terrible pauvreté. » (3)

Nous dénonçons fermement le cynisme des gouvernements occidentaux, et français en particulier, qui prétend sauver les Afghan.es mais leur refuse par avance des visas pour des considérations électoralistes et séduire l'extrême-droite. La France doit rendre des comptes dans la manière dont ses contractant.es ont été protégé.es. La France doit notamment s'engager à accueillir les journalistes afghan.es, professionnel.les des médias, et autres personnes menacé.es par les Talibans en raison de leurs professions, activités ou opinions. Non, l'Afghanistan n'est pas un « pays sûr », et nous exigeons la fin des expulsions, la garantie d'un droit d'asile digne et inconditionnel, la protection de tou.tes les réfugié.es, une aide à un exil sécurisé, et une politique migratoire accueillante et antiraciste.

Enfin, tout comme en 2002, mais en ayant perdu 20 ans, nous soutiendrons le soulèvement du peuple afghan contre ses tyrans, et nous continuerons à nous associer à toute initiative unitaire en France allant dans ce sens.

(1) <http://www.laboursolidarity.org/Afghanistan-Interview-d-une>

(2) <https://www.buzzfeednews.com/article/azmatkhan/the-big-lie-that-helped-justify-americas-war-in-afghanistan>

(3) <http://www.laboursolidarity.org/Solidarite-feministe>